Une diversion à but électoral

En annonçant le gel de la suppression des fermetures de classes dans le primaire à la rentrée 2012, le président de la République n'a pas pensé aux élèves, aux parents et aux personnels du service public d'éducation, mais aux sénateurs. Face à la pression des élus, le Président fait mine de les avoir entendus. Ils se trompent.

Le non-remplacement d'un départ en retraite sur deux restera d'actualité en 2011 comme en 2012. S'il y a moins de suppressions de classes primaires, ce sera au détriment de l'enseignement spécialisé, de l'éducation prioritaire ou des capacités de remplacement. Les personnels administratifs pourraient être également visés alors que la situation est déjà tendue à l'extrême limite dans de nombreux établissements et services.

Il s'agit d'un tour de passe-passe de Nicolas Sarkozy qui s'accomplira au détriment de l'égal accès au service public d'éducation. Les établissements en difficulté et les élèves les plus fragiles paieront lourdement le prix de cette diversion à but électoral. Les effets d'annonce que ne confirment pas les orientations budgétaires restent virtuels.

La fédération UNSA Éducation rappelle qu'elle demande le gel de la RGPP (révision générale des politiques publiques).